Mémoires d'ex-, mémoires d'exil : l'émigrante noblesse auvergnate

Philippe Bourdin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/2307>

DOI : 10.4000/ahrf.2307

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2006

Pagination : 3-27

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Philippe Bourdin, « Mémoires d'ex-, mémoires d'exil : l'émigrante noblesse auvergnate », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 343 | janvier-mars 2006, mis en ligne le 01 mars 2009, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/2307> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.2307>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

Mémoires d'ex-, mémoires d'exil : l'émigrante noblesse auvergnate

Philippe Bourdin

- 1 Paule-Andrée Rosenthal, dans un article sur « Maintien/rupture : un nouveau couple pour l'analyse des migrations »¹, a distingué deux catégories de migrations : les unes, dites « de rupture », marquées par une déliquescence des liens avec le pays d'origine, le lieu d'accueil devenant « l'espace investi », où le migrant envisage de concrétiser ses projets ; les autres, appelées « de maintien », le pays d'origine demeurant le cadre dans lequel l'expatrié souhaite réaliser ses objectifs, ne trouvant là où il s'exile qu'un « espace-ressources ». Karine Rance a passé cette proposition de classification au crible de l'analyse de terrain, concluant par un article sur « L'émigration française en Allemagne : une "migration de maintien" (1789-1815) »². Pour elle, les émigrés n'ont mené aucune stratégie d'enracinement dans le pays de Goethe, réaffirmant au contraire leur identité française au cours de leur séjour. Fort peu sont reçus dans les cours de Weimar, Berlin, Brunswick ou Vienne ; ils se posent en conséquence volontiers en observateurs critiques des mœurs allemandes et se limitent à des relations très superficielles, limitées, particulièrement avec les roturiers, aux nécessités de la vie quotidienne. Les mariages à l'étranger sont rares, avec les autochtones davantage encore – une situation contrastant avec le rattrapage matrimonial que suscitera le retour en France. L'apprentissage de la langue allemande demeure exceptionnel (chez Vitrolles, Villers, Certain de la Meschaussée par exemple), trop d'émigrés se reposant sur l'universalité du français. Une petite minorité d'entre eux s'investit dans les entreprises – quoique l'idée de gagner sa vie devienne valorisante, l'abrogation des privilèges ayant rendue caduque l'idée de déroger – ; ceux qui s'y emploient le font de manière éphémère, abandonnant leur travail dès leur retour en France. Privée de toute instance représentative, contrairement aux Huguenots, et ce malgré les demandes réitérées du comte de Provence, l'émigration française s'abîme pour partie dans les fêtes qu'organise l'entourage des princes, les problèmes d'argent devenant vite cruciaux. Elle se désole et s'irrite de l'attitude des puissances étrangères, désertant à partir de Valmy les armées qui l'ont recueillie (seules les troupes de Condé résistent

plus longtemps) et essayant de rentrer clandestinement en France, où les lois contre les émigrés s'aggravent pourtant.

- 2 Il m'a semblé possible de prolonger l'enquête de K. Rance en en modifiant l'angle de vue : les résultats sont-ils identiques si l'on s'intéresse désormais, plutôt qu'à un pays d'accueil donné, à une cohorte de gentilshommes originaires d'une même ancienne province, l'Auvergne en l'occurrence ? Peut-on esquisser des attitudes type face au choix d'émigrer ? Celui-ci est-il favorisé par l'existence de réseaux, induisant des directions privilégiées, ou dépend-il surtout de stratégies et de moyens individuels ? Quels sont les rapports affectifs et politiques avec les lieux d'origine ? Quels sont les liens entre émigration et contre-révolution provinciale ? L'enquête pâtit à l'évidence de sources fragmentées, pour l'essentiel des *Mémoires* d'émigrés, des correspondances, les séries L et Q des archives départementales du Puy-de-Dôme, sources qui ont nourri sporadiquement ces vingt dernières années quelques mémoires de maîtrise et une thèse à l'Université Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand³.

Vivre la rupture

- 3 Émigrer, c'est additionner les ruptures : avec le pays et la patrie, avec son ordre d'origine et les formes de sociabilité qui y sont rattachées, avec sa famille. Le traumatisme est d'autant plus important que les structures d'accueil sont bien souvent inexistantes, sinon pour les nobles de haut rang recomposant la cour des princes. Dans l'état actuel de la recherche, cet impact (familial, financier en particulier) du départ à l'étranger sur la noblesse auvergnate est difficile à mesurer. Pour le seul district de Clermont-Ferrand, riche d'au moins cent mille habitants, D. Martin comptabilise cent six inscrits sur les tableaux d'émigration : aucun cultivateur, deux bourgeois, trois prêtres, une part écrasante, donc, du second ordre, et ce quelles que soient les périodes de la Révolution. Une situation sensiblement différente de celle du district de Rouen étudié par M. Bouloiseau, où la noblesse fournissait l'essentiel des partants avant le 10 août 1792, tandis que se mêlaient ensuite des Français de toutes origines⁴.
- 4 Dans le cas clermontois, soixante-quatorze familles nobles sont concernées, pour 44% des familles de militaires (la non-résidence de ceux-ci renforçant il est vrai le risque d'être compris sur les listes) ; quarante-neuf ne comptent qu'un émigré, dix-huit deux, sept trois. Lorsque plusieurs membres sont partis, ce sont en général les fils, rarement les pères et les enfants, sauf chez les Chaillon-Joinville, les Montansier et les Sarrazin. Leur exil implique donc une désunion du noyau familial, l'abandon d'une propriété foncière sur laquelle sont construits les quatre cinquièmes de leur fortune. La désunion imposée se traduit justement dans les faits lorsqu'il s'agit de protéger ces biens du séquestre. Trois femmes d'émigrés, à dessein, demanderont et obtiendront le divorce ; plusieurs enfants solliciteront le partage des propriétés familiales déjà séquestrées. La demoiselle Douhet de Villosanges récupérera ainsi les terres de son défunt père, confisquées suite à l'émigration de son frère⁵. Un seul cas de rupture réelle avec l'émigré a été constaté : rachetant partie du patrimoine familial au nom de sa mère, le citoyen Dutour joint une lettre de celle-ci par laquelle « elle demande acte de ce que, toujours animée du désir de voir triompher les armes de la République et consolider une Révolution qui fixe la liberté française sur des bases éternelles, elle abandonne, ainsi que son fils, tous les revenus des fonds dont il se rendrait adjudicataire [...] jusqu'à la paix »⁶.
- 5 Concomitant de l'émigration dans ce cas précis, un tel éloignement idéologique et sentimental peut se dessiner progressivement dans la séparation prolongée des

individus, l'incompréhension politique et culturelle que la densité et les contradictions du temps révolutionnaire imposent. Ainsi sombrera la famille du marquis Jean-Joseph de Chateauneuf-Randon d'Apchier (1748-1798), cousin du conventionnel montagnard Alexandre-Paul. Élu aux États généraux par la noblesse du Gévaudan, Jean-Joseph démissionne de cette fonction le 6 juillet 1789, en désaccord complet avec les événements versaillais et désireux de se consacrer à un lourd procès familial contre le duc d'Uzès. Deux ans plus tard, accusé de cacher des armes, il est arrêté sans ménagement par la garde nationale du Puy-en-Velay, dans la nuit du 10 au 11 juillet 1791, et demeure dix-sept jours en prison. L'incident le décide à émigrer en Espagne, via Toulouse où il a l'habitude de séjourner. C'est chose faite en septembre, en compagnie de l'aîné de ses fils, Charles-Eléazard, jeune sous-lieutenant de seize ans. Irène, quatorze ans, et Auguste, onze ans, orphelins de mère, sont en revanche abandonnés aux bons soins des domestiques vellaves (la gouvernante de la jeune fille surtout) puis bientôt à la tutelle et au soutien pécuniaire d'un ancien avocat au parlement de Toulouse, Eyraud. Les biens du marquis sont en effet mis sous séquestre le 16 juillet 1792, leur propriétaire et son descendant s'éternisant à Barcelone où, isolés, ils n'en ont pas moins reçu en mai, « des princes réfugiés en Allemagne » l'un son brevet de maréchal de camp, l'autre celui de sous-aide major (converti en 1794 en aide de camp) du précédent.

- 6 Emprisonnée durant la Terreur, très affaiblie par ses conditions de détention, Irène n'aura de cesse, par une correspondance assidue avec ses proches ou les autorités nouvelles, d'obtenir la levée de la saisie sur les biens familiaux (effective finalement en mars 1794) et de vitupérer « l'ingratitude » des deux émigrés. Libérée en vendémiaire an III, elle se mariera en mai 1795 à un commissaire des guerres de la République, bravant les interdits violents que son père lui adresse d'Espagne par l'intermédiaire d'Eyraud – « Je ne veux pas, fulmine-t-il impuissant, que mes enfants habitent le même toit que le monstre qui a déshonoré mon nom, je réduirai plutôt l'habitation en cendre que de voir pareille chose »⁷. Son cadet Auguste essaiera pourtant lui aussi de rejoindre son cousin Alexandre-Paul dans les armées de la République puis, sur les conseils d'Eyraud, rejoindra son père en Espagne, revenant très vite en Haute-Loire : mésentente ou intérêt pour ses biens ? Après la mort du marquis dans son exil barcelonais, le 9 novembre 1798, commencera en tout cas une longue guerre fratricide pour la récupération de ceux-ci. Rentré clandestinement en Auvergne en janvier 1795, radié dans l'été de la liste des émigrés grâce à de faux certificats de résidence accordés par plusieurs municipalités, Charles-Eléazard va devenir le souffre-douleur de sa sœur et de son frère, particulièrement durant le Consulat. Ainsi, repères familiaux à la dérive, se dissocie une génération en perte d'identité de caste, subissant pour l'un l'acculturation de l'émigration, pour les deux autres celle de la Révolution.
- 7 Il en va bien différemment pour Albert-François de Moré (1754-1824), comte de Pontgibaud, qui va choisir et réussir son installation dans son pays d'accueil⁸. Il est le descendant d'une maison qui remonte au XII^e siècle, qui a acheté la terre (et le château) de Pontgibaud en 1756, Louis XV l'érigeant six ans plus tard en comté ; son père César, mousquetaire du roi décédé en janvier 1789, et sa mère, Marie-Charlotte de Salaberry, fille d'un président à la Chambre des comptes, ont en quelque sorte scellé l'alliance de l'épée et de la robe. Après des études chez les Oratoriens de Juilly, Albert-François, amoureux de l'agronomie et des arts mécaniques, devient à son tour mousquetaire (son brevet a été acheté alors qu'il avait douze ans), capitaine au régiment d'infanterie de Blaisois, major en second du régiment de Dauphiné. Le duc d'Orléans lui délègue la

place de président de l'assemblée de la noblesse d'Auvergne pour les élections aux États généraux. Il émigre dans l'été 1791, rejoignant Coblenz et la Coalition d'Auvergne au service de Condé, versant à l'armée les 10 000 livres qu'il avait emportées. Licencié après Valmy, il se retrouve sans le sou. Sa femme reste en Auvergne jusqu'en décembre 1792 pour gérer le patrimoine puis le rejoint à Lausanne, accompagnée de sa camériste et d'un musicien, Leriche. L'économie est d'abord familiale, chaque membre de la cellule s'employant du mieux qu'il peut, jusqu'à Leriche qui donne ses gages à ses anciens employeurs. Le comte pour survivre se fait colporteur, sous le pseudonyme de Labrosse. Il porte balle dans différents cantons suisses et jusqu'au Tyrol et à la foire de Leipzig, vendant des travaux d'aiguille et de broderie, dont il invente les modèles qui sont cousus par sa femme et sa domestique.

- 8 Bientôt, il peut monter un atelier, dans lequel il emploie notamment des hommes de son ancien régiment. Les liens qu'il noue avec les marchands lyonnais exilés en Suisse à l'automne 1793, après l'échec du soulèvement de la désormais « Ville-Affranchie », lui ouvrent leurs circuits commerciaux dans les pays rhénans et en Italie, et lui permettent, en diversifiant ses ventes, fondant un comptoir de commerce et une banque, d'accumuler une rapide fortune. En février 1799, après l'entrée des Français en Suisse, les « Labrosse », déjà millionnaires, partent s'installer à Trieste, haut lieu du commerce méditerranéen, où ils exportent leur entreprise, dont les bénéfices vont croissant, alimentés entre autres par les conséquences du blocus (ils deviennent un intermédiaire obligé pour les textiles du Levant) ; en 1813, ils y achètent une villa et un domaine de 250 hectares estimé 190 000 francs. Ils ont refait et même de beaucoup dépassé le patrimoine financier abandonné en France⁹ : plus de 1 700 000 livres de biens vendus, tant en Auvergne qu'à Paris. Aucun regret n'est d'ailleurs exprimé par le couple. Seul leur fils Armand, rentré en France sous le Consulat, s'emploiera de son propre chef à reconstituer le domaine familial auvergnat, reconstitution bien avancée lors du paiement du « milliard des émigrés » qui ne lui rapportera que 151 000 F ; ultérieurement, du reste, il liquidera les intérêts parentaux à Trieste, refusant que subsiste même, à titre de raison sociale comme le suggéraient les employés, le nom de « Labrosse ». Si ses parents, sous la Restauration, lui rendront quelques visites, ils ne se réinstalleront pas et mourront en Italie – elle en 1822, lui en 1824 –, quelle qu'ait été leur détermination originelle au retour : n'avaient-ils pas en 1792 soigneusement partagé entre des individus de confiance (notaire, officier de santé, régisseur, aubergiste, dame de compagnie) leurs biens meubles (fauteuils garnis d'indienne de Perse, bergère, etc.), leurs objets (une harpe, des vases en faïence bleue, de la vaisselle et de l'argenterie, une cafetière, des tasses, du café et du sucre, une batterie de cuisine, des bouteilles de vin de Bourgogne, des boucles de souliers, des gonds sculptés, etc.) et une bibliothèque de plus de huit cents titres¹⁰, autant de traces d'un confort abandonné dont avaient eu raison dès 1793 dénonciations, visites domiciliaires et confiscations ? L'expatriation a été depuis à l'origine d'une nouvelle vie, dérogeant à l'ancien statut, plus proche des us et coutumes de la bourgeoisie négociante. Lois du commerce obligent, ils savent d'ailleurs entretenir les liens nécessaires avec les différentes autorités européennes et occupantes, au fil des guerres de l'Empire, ayant régulièrement à secourir les fuyards : ils aident ainsi Junot et la duchesse d'Abrantès, le général Bertrand puis Fouché, logent Gustave IV de Suède et reçoivent Jérôme Bonaparte en exil¹¹...
- 9 Le frère cadet de Pontgibaud, Charles-Albert, devenu comte de Moré à la mort de leur père, observe avec enthousiasme la promotion de son aîné, dont il est l'un des

nombreux bénéficiaires – comme le prince de Chalais, la princesse de Lorraine, le comte de Chastellux, le comte de la Tour-d'Auvergne, M. de Sully, l'abbé de Pons, l'évêque de Nancy, etc. Lui a pourtant choisi, et ce dès son adolescence, une voie quelque peu différente. Né en 1758, mis en nourrice chez une aubergiste de Clermont-Ferrand, chez laquelle il reste jusqu'à l'âge de six ans, il lui semble n'avoir pas connu sa mère, morte en 1769 ; parti rejoindre son frère à Juilly, il n'y brille guère¹² et n'y reste qu'environ trois ans, jusqu'en 1773, le temps d'y croiser Narbonne, le marquis de Beauharnais, avant d'être jeté, tout juste âgé de seize ans, dans la vie mondaine de la capitale. Il s'en régale, dans un tourbillon de joies libertines qui font se succéder mondaines et usuriers, et qu'il résume en empruntant à la correspondance de Mme de Sévigné : « il aurait fallu que j'eusse un cœur de citrouille fricassée dans la neige pour ne commettre aucune faute »¹³. Il va tomber victime de sa liberté et des faux bruits qui circulent en Auvergne (il aurait le projet d'empoisonner son père), puisque « la faiblesse d'esprit habite les châteaux comme les chaumières, et il y a du peuple dans les salons comme dans les taudis des sixièmes étages de la grande ville »¹⁴. En 1775, un conseil de famille le fait enfermer par lettre de cachet, d'abord à Paris (Saint-Lazare) puis à Lyon (Pierre-Cize). Il s'évade de sa prison, revient en Auvergne puis suit La Fayette dans sa première expédition américaine (1777-1779), recevant à son retour le brevet de capitaine, avant de repartir sous Rochambeau, de participer à la bataille de Yorktown et à la capitulation de Cornwallis, faits de guerre qui lui vaudront de la part de Washington la croix de chevalier de Cincinnatus. Marié le 31 juillet 1789 avec la fille du maréchal de Vaux, liée à la coterie d'Artois, il attend 1791 pour suivre son frère dans l'émigration, ayant refusé de se ranger aux côtés de La Fayette, commandant de la garde nationale de Paris. Il s'en justifie dans une réflexion pleine de mesure – mais il écrit sous la Restauration –, qui résume le dilemme de beaucoup :

« Mon attachement pour lui n'alla pas jusqu'à suivre la route qu'il crut sans doute pouvoir prendre [...]. De toutes les positions à choisir, la pire c'est d'être entre le marteau et l'enclume ; or, en France, c'était d'être entre la révolution et la monarchie ; il fallait opter. Je crus me mettre du côté de la monarchie en émigrant ; un plus grand nombre peut-être encore de personnes, que je ne condamne pas, ont cru se mettre du côté de la monarchie en restant en France ; beaucoup d'autres encore n'ont pas pu faire autrement »¹⁵.

- 10 Charles-Albert vit mal la « honteuse et inconcevable défaite » de Valmy, et se montre très critique sur les tergiversations et les manœuvres des coalisés, au premier rang desquels Brunswick. Il les accuse de n'avoir fait aucun cas de la situation politique française, du couple royal, et d'avoir justifié par leurs agissements le durcissement de la Révolution, reprenant l'idée d'une « première Terreur » : pour lui, à partir de septembre 1792, le danger plane « sur toutes les familles, sur toutes les têtes, sur tous les âges »¹⁶. Il rejoint Hambourg et retourne en Amérique, ayant appris que l'État payait une solde aux officiers ayant servi pendant la guerre d'Indépendance : 50 000 francs lui échoient, dont il va remercier Washington. Ayant fréquenté un temps d'autres exilés français dont il trace un tableau le plus souvent sans aménité (le vicomte de Noailles, Talleyrand, le duc de Liancourt, Moreau de Saint-Méry, Volney, les « fils Égalité »), il rentre en Europe, d'abord à Karlsruhe où l'attend sa femme, dont la famille entretient des liens d'amitié avec celle du margrave de Bade. Ils y reçoivent le comte d'Artois. Il rentre à Paris sous le Directoire, sous un nom d'emprunt, assiste à la montée en puissance des « nouveaux riches », puis, mesurant les conséquences de l'attentat de la rue Saint-Nicaise, préfère rejoindre son frère à Trieste.

La « Coalition d'Auvergne »

- 11 Le comte et la comtesse de Pontgibaud, si efficacement reconvertis, paraissent bien figurer l'exception dans un environnement où beaucoup s'avèrent incapables d'oublier préventions et prétentions de leur ordre d'origine, où le sauve-qui-peut individuel l'emporte sur la construction collective, une fois démantelées pour partie les coalitions militaires. Un temps pourtant, les deux frères Moré de Pontgibaud n'ont guère différé de la plupart des jeunes nobles auvergnats émigrés, qui ont compté sur un retour rapide au pays, et si possible en force. Plusieurs d'entre eux ont dès 1789 cherché à rallier des réseaux contre-révolutionnaires nés dans l'émigration. Ainsi le marquis Begon de la Rouzière, dont la famille s'est réfugiée en Suisse tandis qu'il complotait à Turin, entretenant des liens directs avec le comte d'Artois et une correspondance codée avec Condé. Il inspire le déplacement de deux cents gentilshommes auvergnats vers Lyon en décembre 1790 et multiplie des liens en Dauphiné et dans plusieurs régiments pour fomentier le soulèvement des provinces du Midi, sans succès¹⁷. Si cet échec démobilise pour un temps dans ses départements d'origine le second ordre auvergnat, et pousse ses membres les plus vindicatifs à accélérer leur émigration, ces derniers demeurent néanmoins à la recherche des moyens et des buts d'une mobilisation. Cette volonté est concrétisée le 10 avril 1791 par la signature qu'apposent trois cent huit d'entre eux (dont 105 du Puy-de-Dôme, 89 du Cantal, 15 de l'Allier), réunis à Fribourg, à l'acte fondateur de la Coalition d'Auvergne. Par ce dernier, ils prétendent rétablir la religion catholique, apostolique et romaine, l'ensemble des prérogatives de Louis XVI au détriment de l'Assemblée nationale, acceptant de renoncer à leurs droits pécuniaires, non au principe d'hérédité. Ils se réclament de Condé et d'Artois, et disent décider de leurs opérations et de leur encadrement à la pluralité des voix. Émigrés des deux premières vagues de départ, ils seront bientôt rejoints par ceux que portera la déferlante de 1792 (569 personnes au total pour le Puy-de-Dôme, soit 0,1% de la population), des hommes jeunes (les 20-40 ans représentent 58,7% des effectifs), beaucoup d'officiers en début de carrière.
- 12 Les anciens élèves de l'école royale militaire d'Effiat sont particulièrement mobilisés, répondant à l'appel de camarades déjà partis et quittant en général par groupes leurs bataillons (cinq du Royal-Guyenne-Cavalerie, six de Chartres-Infanterie, etc.). Esprit de corps et camaraderie se mêlent pour hâter leurs retrouvailles dans un faubourg de Coblenze, le Thal, où un tiers d'entre eux (sur un total de 112, augmenté de 31 de leurs pères et 17 de leurs frères) intègrent les compagnies à cheval de la Coalition¹⁸. Ils ont parfois soin de justifier leur fuite, en répétant leur allégeance au souverain français, qu'ils estiment être mieux à même d'aider au-delà des frontières. D'où par exemple cette adresse à Louis XVI, que lui envoient entre autres quatre anciens Effiatois, quatre sous-lieutenants du 23^e régiment de Guyenne, en janvier 1792 :

« Tant que nous avons eu l'espoir de contribuer à inspirer un bon esprit et l'amour de votre personne sacrée aux cavaliers du régiment de Royal-Guyenne de votre Majesté, nous avons cru la servir utilement en restant à nos places. Cette idée a été le seul guide de notre conduite, nous avons vaincu notre répugnance pour le serment à l'époque de sa prestation. En cela, Sire, nous avons fait à votre Majesté un des plus grands sacrifices possibles, en compromettant dans l'opinion publique l'apparence de nos sentiments et de notre délicatesse [...]. Nous espérons, Sire, que votre cœur approuve les motifs de notre démarche. L'honneur et la délicatesse nous ordonnent impérativement de quitter, et d'adresser à votre Majesté la démission de nos emplois qui, si nous les gardons plus longtemps, nous forceraient d'agir contre son vœu sincère et contre vos véritables intérêts. En priant votre Majesté de vouloir bien l'accepter, nous osons la supplier instamment d'être persuadée de notre

dévouement pour sa personne sacrée et son auguste famille [...]. Nous désirons instamment, Sire, de trouver l'occasion de le prouver à votre Majesté, fusse au dépens de notre vie »¹⁹.

- 13 Quoique dans une position d'observation plus éminente, c'est un esprit comparable qui sans nul doute anime le comte Joseph-Thomas d'Espinchal, parti le 17 juillet 1789 dans l'entourage de la princesse de Condé et dont le destin et les commentaires²⁰ disent bien toute la difficulté de passer des intentions à l'action. Propriétaire de plusieurs seigneuries dans la Haute-Loire et le Cantal, colonel des dragons de la reine, cet ancien élève du collège d'Harcourt, très cultivé²¹ et aimant fréquenter les artistes, est avant tout homme de cour, observateur à la manière de Saint-Simon.

« Voici un homme dont les affaires, les plaisirs, en un mot toute l'existence se bornait à savoir, jour par jour, tout ce qui se passait dans Paris. Le comte d'Espinchal était toujours instruit le premier d'un mariage, d'une intrigue amoureuse, d'une mort, de la réception ou du refus d'une pièce de théâtre, etc..., au point que si l'on avait besoin d'un renseignement quelconque sur qui ou quoi que ce soit au monde, on se disait aussitôt : il faut le demander à Espinchal. On imagine bien que, pour être aussi parfaitement au fait, il fallait qu'il connût une prodigieuse quantité de gens [...]. En outre, le comte d'Espinchal allait partout. On était certain, ne fût-ce que pour un moment, de le voir dans les promenades, aux courses de chevaux, au salon, le soir, à deux ou trois spectacles. Je n'ai jamais vraiment su quel temps il prenait pour se reposer et même pour dormir ; car il passait toutes les nuits dans les bals »²².

- 14 Il rejoint le prince et le comte d'Artois à la cour du roi de Piémont du 25 septembre au 4 novembre, puis fait un voyage de huit mois en Italie ; le 1er juillet 1790, il retrouve à Turin son épouse et l'aîné de ses enfants. Neuf mois plus tard, le 22 mars 1791, il repart pour rallier Condé à Worms puis à Coblenz. Son périple continuera, désormais légitimé par de nombreuses missions diplomatiques puis contraint par les défaites militaires : ainsi, après l'échec de la campagne de France de 1792 se réfugiera-t-il avec ses trois fils dans la principauté de Liège puis dans le duché de Berg, avant de rejoindre à Düsseldorf Provence et d'Artois. Se livrant en 1793 à du tourisme en Hollande en compagnie du marquis de Gancourt, son beau-frère, il sera contraint par les attaques françaises de s'installer l'année suivante à Dortmund, en Westphalie, où il demeurera jusqu'au Consulat, regagnant alors ses terres auvergnates. Autant d'années durant lesquelles, l'œil exercé par un passé parisien plus futile, il ne cesse de consigner ses observations sur les hommes et les événements.

- 15 À son départ, d'Espinchal vit la contre-révolution comme une nécessité politique et un devoir particulier. L'idée l'habite que la noblesse, rehaussant de ce haut fait son prestige, doit sauver le roi malgré lui. Il dénonce les ralliements trop tardifs à l'armée des princes, comprend le mauvais accueil réservé à ceux qui ont accepté des arrangements constitutionnels, les monarchiens particulièrement, concluant en 1789 : « C'est au moins une consolation dans nos malheurs de ne vivre qu'avec des personnes de même opinion »²³. L'indulgence viendra avec l'installation au moins dans le moyen terme de la Révolution, et dès 1791, il prônera la mansuétude envers ceux qui abjureront « leurs erreurs »²⁴ ; l'année suivante, il plaidera pour leur insertion dans l'armée des émigrés²⁵. Son compatriote Montlosier en profitera non sans mal. D'une très ancienne famille de la noblesse auvergnate vouée depuis toujours aux armées royales, le comte de Montlosier, né en 1755 à Clermont-Ferrand et élevé au milieu de douze enfants, député de son ordre aux États généraux, avait en effet rallié très tôt le groupe des monarchiens (Malouet, Lally-Tollendal, Mounier, Mallet du Pan sont ses

amis). Avec eux, il défendait la monarchie constitutionnelle, le bicamérisme, la division des pouvoirs, mais aussi le rôle de la noblesse, des ordres plus généralement et des corporations²⁶. Resté en France, il n'en contestait pas moins vigoureusement la Révolution, étudiant d'abord des aménagements dans les réformes entreprises (*De la nécessité d'une contre-révolution*, 1791) puis, la même année, évoquant les formes possibles de la résistance dans *Des moyens d'opérer la contre-révolution*. Proposant le ralliement de tous les propriétaires français à la noblesse, il prônait alors une guerre civile recourant aux émigrés, adressait la mise en garde « que nos voisins n'entrent dans nos différends que sous le titre de forces protectrices et auxiliaires, qu'ils n'y prennent jamais une action dominante et principale, afin que cette guerre de Français contre des Français demeure ce qu'elle est, et que de dures dissensions domestiques ne prennent jamais la couleur d'une guerre étrangère ». Lui-même ayant achevé son mandat de constituant (il a voté avec Robespierre pour la non-réélection immédiate des députés), émigre immédiatement à Coblenz pour retrouver ses pairs – « Ils m'ont nommé leur député, ils ont droit de ma part à quelque retour de reconnaissance et de service ». Ce qui lui fournira a posteriori une belle interrogation patriotique, révélatrice de son incontestable attachement à l'Ancien Régime :

« Où était-elle alors la patrie ? Était-ce le mont Valérien ou la Seine, la rue Saint-Honoré ou la place qui allait voir s'élever l'échafaud de Louis XVI ? Qu'est-ce que la patrie, dans un pays où toutes les moralités sont détruites, et où il ne reste plus qu'un matériel de territoire et de pierres arrangées en édifice ? Qu'est-ce qu'une patrie, où les femmes sont déshonorées, les prêtres et les vieillards outragés, les nobles persécutés ! Qu'est-ce qu'une terre de liberté, où le roi est emprisonné, et où des Necker, des Mounier et des Lally ne peuvent plus habiter ! »²⁷.

- 16 Sans doute cette association de noms choque-t-elle l'entourage des princes, peu tentés par les constructions politiques des compagnons de Montlosier : lorsque ce dernier arrive à Coblenz le 9 novembre 1791, il est salué par un violent article du *Journal de Sureau* contre « les cauteleux monarchiens », donnant le ton de l'accueil qui va lui être réservé, l'incitant à rentrer en France dès le mois de décembre. Il repart pour l'Allemagne en avril 1792, chargé cette fois d'une lettre de Malouet et d'un texte de conciliation écrit par Duport, destinés au comte de Provence et qui n'auront aucun succès. Il est contraint de faire son autocritique dans une assemblée générale de la Coalition d'Auvergne au sein de laquelle il demande à être reçu comme simple soldat, sollicitation acceptée à trois courtes voix de majorité²⁸. Sans cesse attaqué pour ses prises de position passées – comme le sont Chateaubriand ou Cazalès –, par son ancien ami et collègue auvergnat aux États généraux le marquis de Laqueuille, par M. de Courvoisier, secrétaire du comte de Provence, par le comte d'Antraigues ou le chevalier d'Ambly, il doit se battre en duel avec ce dernier. C'est dire les fractures irréductibles qui déchirent les émigrés, d'une vague à l'autre, monarchistes et monarchiens.
- 17 D'Espinhal de son côté a déjà perdu beaucoup d'illusions sur le degré d'engagement de ses compatriotes, regrettant souvent leurs divisions, l'esprit d'intrigue et de parti, le trop grand nombre de jeunes gens inexpérimentés. À Worms, il dit retrouver « l'exagération des frondeurs des abus de la Cour, et cette ancienne et inaltérable jalousie des gentilshommes de province contre les habitants de Paris et de Versailles »²⁹. À Spa, « on ne pense qu'à s'amuser, courir, danser et jouer »³⁰ ; Coblenz est la reproduction de Versailles, et les princes multiplient les dépenses somptuaires pour des pages en livrées, des sentinelles, au moins cent couverts par jour³¹. Fidèle parmi les fidèles, il doute cependant de la qualité des chefs, du léger, crédule et

inconséquent d'Artois surtout³², inefficace lorsqu'il s'agit d'installer les émigrés à Coblenz, dans le quartier du Thal – le prince préfère partir pour Vienne – tandis que Condé s'était personnellement préoccupé de leur sort à Worms³³. D'Espinhal apprend en revanche à apprécier le comte de Provence qu'il n'avait jamais côtoyé auparavant, mais il ne comprend décidément pas que les frères du roi aient nommé Calonne chef de leur Conseil, d'autant qu'il a l'heur de déplaire à Louis XVI et à Marie-Antoinette comme à leur agent auprès des milieux de l'émigration, le baron de Breteuil³⁴.

- 18 Son intense activité diplomatique ne le rassure pas davantage sur les dispositions des princes étrangers, dont il s'enquiert à Turin, Florence, Naples, Venise ou Rome auprès des barons de Choiseul et de Talleyrand, du comte de Durfort, du marquis de Bombelles ou du cardinal de Bernis, quand il ne rencontre pas directement les chefs d'État ou leurs représentants : Pie VI, le grand duc Léopold de Toscane, le doge de Gênes, le roi de Sardaigne, Ferdinand IV de Naples, le gouverneur du Milanais, l'archiduchesse Christine des Pays-Bas, les princes-électeurs allemands. Ses phrases se font assassines sur les seigneurs piémontais (« Plus on est grand et moins la hauteur est de saison »³⁵), sur Ferdinand IV ne pensant « qu'à la chasse, à la pêche, à la musique et à ses plaisirs »³⁶, sur Léopold de Toscane, « ce philosophe [...] aussi vicieux et libertin qu'on puisse l'imaginer »³⁷, sur les nobles de Gênes enfin, « durs et hautains », accusés d'accaparer le gouvernement et la richesse, en méprisant les bourgeois et en opprimant le peuple³⁸ – ce qui en dit long sur la lente évolution idéologique d'Espinhal. Seuls trouvent grâce à ses yeux la République de Venise, Bombelles, les électeurs ecclésiastiques de Mayence, Trêves et Spire. Tous les autres ne lui paraissent devoir être mobilisés à terme que par la peur éventuelle d'une propagation des idées révolutionnaires ; encore doute-t-il grandement de la volonté de l'empereur Léopold II.
- 19 Les choix stratégiques des coalisés ne lui conviennent pas davantage. L'espèce d'ultimatum lancé à la France par l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse à Pillnitz, le 27 août 1791, le consterne : « Assurément si nous sommes contents de cette Déclaration, c'est que nous ne sommes pas difficiles. Je la trouve très louche et d'un style entortillé tel que l'emploi la politique quand on ne veut pas agir de bonne foi »³⁹. Les prises de position autrichiennes se raffermissant au début de 1792 lui laissent quelque espoir, démenti par l'ordre de dispersion donné aux armées de Condé (« inexplicable », « pusillanime »), derrière lequel il croit discerner l'hostilité de Marie-Antoinette pour le prince ou celle de son frère pour les Bourbons⁴⁰. Comptant davantage sur l'aide de la Russie, de la Suède et de la Prusse, ils soutient néanmoins en janvier 1792 le plan du maréchal de Broglie reposant sur les seules forces des émigrés (environ 24 000 hommes), qui devraient rentrer en France par l'électorat de Trêves, plan refusé par les puissances étrangères⁴¹. La déclaration de guerre d'avril 1792 le réjouira, autant que le navrera trois mois plus tard le manifeste du duc de Brunswick, omettant toute allusion aux troupes de l'émigration. Regrettant l'oubli, ce sont bien les questions d'honneur national et de diplomatie qui l'assailliront, car, lui qui commande la deuxième compagnie à cheval ne nourrit pas d'espérance particulière sur la valeur militaire des Français émigrés (trop d'officiers, peu aguerris de surcroît, trop peu de roturiers : « tout est décousu [...], rien n'a encore pris une forme raisonnable », notait-il dès avril à Coblenz⁴²). « Il y a un ton impératif révoltant, rien de doux, de conciliant en faveur de la partie de la nation fidèle, et ensuite une manière de déclarer le roi en connivence [...] de nature à aggraver sa position, assez critique sans cela », écrira, plus féru de politique

intérieure, Montlosier à propos du manifeste⁴³ ; où l'on mesure la distance maintenue entre les analyses des deux Auvergnats.

- 20 Les premiers combats voient les craintes d'Espinchal se réaliser. Mobilisée pour marcher sur Valmy, la Coalition d'Auvergne se heurte à de nombreux problèmes d'intendance (l'absence de tentes, en particulier, dans les camps où on lui ordonne de stationner), de climat (des pluies incessantes) et de commandement : au sein des officiers français, les querelles sont légion ; ordres et contre-ordres se succèdent de la part des alliés, sans compter leur refus de donner à Condé les canons pris à l'ennemi⁴⁴. D'Espinchal est lapidaire sur l'échauffourée de Valmy : « Cette affaire peu importante a consisté en une simple canonade qui a duré sept heures et a coûté peu de monde de part et d'autre »⁴⁵. Son orgueil de soldat est pourtant atteint, tant il ne comprend pas la retraite désastreuse, fuite précipitée qui lui fait croire désormais de façon récurrente (paranoïaque ?) à la trahison des Prussiens et des Autrichiens – il les accuse de surcroît de maltraiter ses congénères. Ne songent-ils pas, au printemps 1793, à dépecer la France⁴⁶ ? Doutes et inquiétudes qui révèlent aussi l'intensité du patriotisme de l'Auvergnat. Espérant dans le succès d'une contre-révolution concomitamment menée de l'extérieur et à l'intérieur, il perd partie de ses « douces illusions » après la reprise de Toulon par les troupes républicaines, regrettant au passage l'incendie de l'arsenal par les Anglais (aussitôt suspects à ses yeux)⁴⁷. Après les échecs du printemps 1794 et la paix de Bâle signée entre la France et la Prusse, il n'attend plus que l'éventuelle réussite d'une expédition en Vendée⁴⁸ ; Quiberon, à plus d'un titre, fera, pour lui comme pour l'ensemble de la noblesse auvergnate, très impliquée dans le débarquement, le lit de ses espoirs.
- 21 L'attitude de Montlosier n'est pas si éloignée de la précédente. Tenu à l'écart, contrairement à son compatriote, de toutes les décisions importantes, il n'en participe pas moins aux mêmes combats. Soulignant lui aussi les difficultés pour ses pairs de trouver puis de payer gîte et couvert, tant sont rudes les exigences de leurs « hôtes étrangers », il n'en constate pas moins « l'imprévoyance » et la « fatuité » des royalistes français, trop sûrs de leur victoire future et du ralliement des populations à leur cause, trop exclusifs idéologiquement pour accepter les « constitutionnels »⁴⁹. La défaite de Valmy sonne pour lui le glas de cette stratégie. Lorsque le corps des émigrés, payés en faux assignats fabriqués à Coblenz, est licencié à la mi-octobre 1792, il erre en Allemagne, séjournant longuement à Düsseldorf. Enthousiasmé par le début de l'insurrection vendéenne en mars 1793, il se propose de la rejoindre, mais les princes le lui interdisent ; ils l'enverront en mission – infructueuse – pour soulever les Pays-Bas contre la France. Du printemps 1793 à l'automne 1794, Montlosier réside comme d'Espinchal en Belgique. Il y fréquente des Auvergnats, l'abbé de Pradt, originaire d'Allanche (Cantal), le comte François de Saint-Aldegonde, gendre de la marquise du Tourzel. Il y est rejoint par Mallet du Pan puis Malouet, noue des liens avec Rivarol, dont il admire les talents de causeur, et le baron de Breteuil. Avec ce dernier, il s'entretient des possibilités d'une régence, tout en s'étonnant de la relative indifférence des émigrés français à la mort de Louis XVI, comme si la continuité monarchique assurée par le comte de Provence les contentait et les autorisait à se maintenir dans une insouciance frivole. Il leur reproche, provoquant de vives polémiques par voie de presse et de pamphlets, leur inconséquence à vouloir multiplier les désordres et à nier la puissance de la Révolution. Dans plusieurs lettres au très réactionnaire abbé Talbert, il s'élève contre ceux qui, figés sur leurs principes, veulent un retour pur et simple à l'Ancien Régime, à la Bastille, à la mainmorte : « Tout le monde ne peut pas approcher

comme vous de cette superbe inflexibilité de caractère, qui fait qu'on sacrifie un royaume entier plutôt que de déplacer une seule de ses habitudes, une seule de ses jouissances, une seule de ses idées », écrit-il dans sa *Deuxième lettre à l'abbé Talbert*. Ses illusions d'une réinstallation rapide dans son pays d'origine perdues, il rêvera même d'aller fonder une colonie agricole en Crimée – on sait que le duc de Richelieu ira plus loin que ce rêve...

- 22 Après Bruxelles, Montlosier part pour Londres où séjournent ordinairement depuis 1792 Malouet et Lally-Tollendal ; il n'aimera guère l'Angleterre : le flegme britannique lui paraîtra un affaiblissement « dans le principe vital », son *spleen* nourrira ses regrets nationalistes pour le raffinement et la vivacité française, caractères d'une « nation beaucoup plus anciennement civilisée ». Sa première visite est pour Burke, qu'il connaît depuis longtemps, et qui lui dit ne trouver dans l'émigration française aucun homme de gouvernement ; même constat lors de sa rencontre avec Pitt, « dédaigneux sur les émigrés désœuvrés qu'il rencontrait en allant à pied, chapeau sous le bras, à travers le parc de St. James ». Ces fantômes de l'ancien deuxième ordre se conduisent encore une fois, selon Montlosier lui-même, « comme des envahisseurs ». Ses ennemis Talbert, Peltier et le chevalier de Guer sont là, contre lesquels le combat se durcit, l'entourage du comte d'Artois allant même jusqu'à parler d'utiliser contre le noble clermontois l'arme de la proscription.

« Chaque jour, raconte-t-il dans ses *Souvenirs*, nous étions, M. Malouet et moi, soit chez lui, soit chez moi, soit chez le prince de Poix ou chez la princesse d'Henin, à nous lamenter sur un ensemble de dispositions qui alarmaient toute cette partie de la France raisonnable qui avait horreur de la Révolution mais qui ne voulait pas de l'Ancien Régime, qui voulait conserver une grande horreur pour les crimes mais qui ne voulait pas y comprendre les erreurs et les fautes. Avec le signalement de folie, de fureur et d'intolérance qui était donné à toute l'émigration, comment espérer se rejoindre jamais avec notre patrie ? Il nous semblait important, soit pour l'émigration, soit pour les puissances du continent, mais surtout pour une grande partie de la France dont nous connaissions les bonnes dispositions, de nous élever contre un système, conception funeste de quelques-uns qui semblait nous comprendre tous, nous rendait odieux à notre pays et nous en séparait à jamais »⁵⁰.

- 23 Les écrits suivent chez Montlosier les déclarations d'intention. Occupant son temps libre à ce militantisme dont les affaires de Saint-Domingue détournent Malouet, dont les campagnes *ad hominem* ont dégoûté Lally, il publiera en 1796 *Des effets de la violence et de la modération dans les affaires de la France*, pamphlet mettant en cause d'Antraigues et Ferrand – ce dernier désirant que la rentrée des princes en France soit marquée par une exécution dans chaque commune... Au nom de la nécessaire réconciliation nationale, il reprend à son compte les différentes appellations socio-politiques nées de la Révolution et en appelle au rassemblement des « royalistes, aristocrates, monarchiens, constitutionnels, républicains mêmes, honnêtes gens de toutes les sectes, de toutes les classes, de tous les partis ». Il croit en la possibilité d'une restauration reposant sur « la raison et la modération »⁵¹, que les faiblesses du Directoire rendent pensable. Aussi n'a-t-il pas de mots assez durs pour flétrir ceux qui deviendront les « ultras » : « Qu'attendre d'un parti qui, au lieu de vouloir se grossir pour se mettre en état de faire une grande conquête, ne cherche qu'à se diminuer pour la partager, comme si elle était déjà faite ? Un parti qui prête serment de fidélité à tous ses ressentiments, qui a peur de la reconnaissance, qui n'a jamais de projets, qui n'a que du souvenir, et qui marche en avant ne cessant de regarder en arrière ! ». Une réprimande des princes par exemple, à laquelle l'auteur aura immédiatement droit... Il lui faudra

attendre août 1797 et le succès de sa participation au *Courrier de Londres*, fondé par l'abbé de Calonne, frère de l'ancien ministre de Louis XVI, pour recouvrer quelque crédit auprès des émigrés – encore ceux-ci avaient-ils largement contribué à l'échec du *Journal de France et d'Angleterre* (janvier-février 1797) dont il était le seul rédacteur.

- 24 Échecs militaires, installation et réception difficiles dans les différents pays européens, orgueil national et patriotisme parfois outranciers, divisions et luttes idéologiques qui préfigurent les débats de la Restauration, quels modèles, quelle efficacité l'émigration auvergnate, l'émigration plus généralement, peut-elle offrir à la contre-révolution de l'intérieur ?

Une contre-révolution auvergnate venue de l'étranger ?

- 25 Les réseaux et les manifestations royalistes nous sont de mieux en mieux connus, quoique leurs connexions demeurent parfois incertaines⁵². Ils sont d'ailleurs repérables bien avant le Directoire : songeons à l'enlèvement, dans le district d'Ambert, au cours de l'été 1793, du général républicain Nicolas emmené dans Lyon insurgé par les hommes du chef royaliste La Roche-Négly, qu'il était censé combattre ; pensons encore aux émissaires jacobins du district de Besse qui ne reviendront jamais de leurs missions patriotiques. L'intensité du danger augmente cependant avec l'agonie du gouvernement révolutionnaire. Pour preuve le pillage par les compagnons de la ganse blanche du dépôt de munitions de Craponne-sur-Arzon, en Haute-Loire, dans la nuit du 18 au 19 fructidor an III (4-5 septembre 1795), puis son transit par le Livradois, action qui rappelle l'opération de Cadoudal contre l'arsenal de Pont-de-Buis le 17 juin précédent⁵³. Pour preuve encore les votes pour la constitution de l'an III, qui montrent combien les énergies hostiles à la Révolution se trouvent désormais libérées, se tournant y compris vers la reconquête du pouvoir par les élections dans les régions traditionnellement en rupture avec le régime. Dans le Puy-de-Dôme, à Olby, à Monton, où le décret des deux tiers est rejeté, le calendrier républicain refusé, le rétablissement des anciens pasteurs et du roi revendiqués au moins par une forte minorité. À Besse, où pour la première fois dans l'histoire électorale du département est tentée sur un programme identique une assemblée primaire scissionnaire ; à Clermont même, où la scission de la section République se fonde sur une plus subtile critique par Poudrille de différents articles de la constitution proposée. En bien des circonscriptions, le réseau royaliste réussit en outre à placer des électeurs, Boirot mais aussi des nobles inscrits sur la liste des émigrés (Joachim Enjobert de Martillat à Olby), ou frères d'émigrés (Jean-Joseph Tardif Saint-Pardoux à Saint-Amant-Roche-Savine), des aristocrates récemment libérés des prisons ou des poursuites de la Terreur⁵⁴.

- 26 Des mesures de salut public (des municipalités siégeant en permanence, des gardes nationales pareillement mobilisées) sont prises dès l'an IV : dans l'Allier, les administrateurs redoutent une extension des troubles du Sancerrois à partir de germinal an IV ; leurs collègues du Puy-de-Dôme ont constaté, impuissants, l'assassinat du curé patriote de Dore l'Église, Brignon, ancien constituant, le 29 brumaire an IV (20 novembre 1795) ; on croit en Haute-Loire à un vaste complot réunissant 22 000 « fanatiques », ceux-là mêmes qui avaient troublé Yssingaux en même temps que Paris était agité par les royalistes le 13 vendémiaire an III (5 octobre 1795). Ces bruits ne sont pas sans fondement. À partir de vendémiaire an IV, des formes de chouannerie sont repérables à la Chaise-Dieu et à Yssingaux, puis à Monistrol, Grazac, Saint-Pal-de-Chalançon et surtout Craponne le 3 brumaire (25 octobre 1795), lorsque plus de 1 200 personnes s'insurgent. Les liens sont prouvés avec les royalistes ardéchois que conduit

Dominique Allier, qui sera seulement capturé le 16 fructidor an VI (2 septembre 1798) à Tiranges et exécuté à Lyon le 27 brumaire an VII (17 novembre 1798). Destin semblablement tragique pour un autre des chefs d'escarmouche, l'aîné des frères Lamothe, qui sévissait aux marges du Puy-de-Dôme et de la Haute-Loire, et qui est assassiné dans sa prison du Puy-en-Velay le 14 vendémiaire an VI (5 octobre 1797), tandis que sa bande perdure, sous les ordres de son frère, jusqu'en l'an VIII. Guerriers ou brigands, ils terrorisent et assassinent les municipaux (les républicains de la Haute-Loire payant le plus lourd tribut), détruisent les arbres de la liberté, payent leurs entreprises et leurs recrutements par leurs attaques et leurs pillages des voitures de fonds publics. Émigrés rentrés, comtes et baillis du Livradois, familles de paysans victimes de la crise économique et de la conscription, sont coalisés dans ces entreprises qui peuvent compter sur le soutien de plusieurs prêtres réfractaires ne reculant pas à participer aux exactions : les curés Quesne et Gonnet, diffusant un prosélytisme ardent, ont laissé des traces nombreuses de leurs itinéraires au cœur du Livradois⁵⁵. Le réseau royaliste se croise en effet avec celui de l'évêque réfractaire Bonal, réfugié en Suisse, mais comptant plusieurs agents restés ou rentrés dans le Puy-de-Dôme, dont l'abbé Mathias, ancien député aux États généraux et lié depuis cette date au comte d'Antraigues, chef du réseau parisien de la Manufacture. Mathias, agitateur des campagnes entre Dômes et Dores, est aussi l'un des correspondants du comte de Provence. Les montagnes et les frontières entre départements (jalousement surveillées par les autorités des uns et des autres, sans souci d'une action concertée) demeurent des espaces privilégiés du refus et du refuge. Exceptionnellement, en février 1799, les administrations centrales de la Loire, de l'Allier et du Puy-de-Dôme essaieront de porter de manière concomitante leurs efforts sur les Bois Noirs et les Monts de la Madeleine ; en vain : l'inexpérience de tels déploiements, la méconnaissance du terrain produiront une opération aussi blanche que la terreur combattue⁵⁶.

- 27 Celle-ci est donc protéiforme, mobilisant en ville derrière une noblesse et une bourgeoisie de robe orphelines d'un ancien statut social et privilégiant en l'an V la voie institutionnelle des élections ou prenant dans les campagnes la forme d'une guérilla semi clandestine sous la houlette d'une aristocratie militaire. Plusieurs émigrés de la première heure, engagés dans la Coalition d'Auvergne, rentrent dès l'an V (Chardon du Ranquet, de Dienne, Dufayet de Latour, Dufraisse de Vernines). Cette communauté de proscrits se retrouve dans l'Institut philanthropique de Clermont-Ferrand, fondé par Le Brun des Chards en mai 1797, association qui devient l'Agence Royale en décembre 1798. Ils sont au départ trente-cinq membres dirigeants, seize agents secondaires, de Clermont, de Riom et des montagnes surtout. Les liens matrimoniaux renforcent leur cohérence (les alliances des Champflour d'Allagnat, Chabrolet Viry ; des Chardon du Ranquet et de la famille d'Aubière). À leurs côtés, un pamphlétaire de talent qui leur prête sa plume contre les « néo-jacobins » ou pour penser la restauration, Bernard de Vincens. Dans son *Opinion sur les révolutions en général*, empreinte du même respect de la tradition que celui entretenu par Burke, il dénonce le renversement de l'Ancien Régime et l'illusion des mots dont le nouveau abuse. L'auteur, qui avoue son amitié ancienne avec Montlosier et qui a accepté la marche de l'État jusqu'en 1791, demeure convaincu du possible aménagement de la monarchie par une constitution, « dont les fondemens immuables assurent à tous les citoyens individuellement la liberté et l'égalité légale, les droits de l'homme réunis pour vivre en société, sûreté pour sa personne et sa propriété »⁵⁷. Ces réminiscences du modèle monarchien expliquent-elles que de Vincens demeure compagnon de route plutôt qu'adhérent de la réunion royaliste ?

- 28 Encore une fois, il faut noter la forte implication du réseau des anciens élèves d'Effiat, avec lesquels six des promoteurs de l'organisation royaliste ont des liens familiaux directs. Au demeurant plusieurs des Effiatois ont quitté l'armée de Condé pour rentrer en Auvergne dans la plus grande discrétion : deux en 1795, seize en 1796, quatorze de 1797 à 1798. Ils se savent des correspondants privilégiés avec leurs condisciples déjà engagés en Vendée (par exemple Béjarry, Chabron de Solilhac ou encore Jean-Jacques de Beaucorps, ci-devant page du comte d'Artois et très lié au duc d'Angoulême, qui combat sur les terres de l'Ouest depuis le débarquement raté du futur Charles X à l'île d'Yeu, en novembre 1795). Les relations avec le département insurgé semblent cependant limitées à quelques voyageurs isolés et suspects relevés dans les procès-verbaux de police. Elles participent néanmoins du mythe d'une « seconde Vendée », entretenu par les administrateurs républicains, de plus en plus inquiets des transports d'armes qu'on leur signale et qui ne sont autres que les prémisses du grand soulèvement que prépareront en l'an VIII le colonel Sauvat dans le Puy-de-Dôme, Chardon des Roys, beau-père d'un Effiatois, en Haute-Loire, bientôt pris au dépourvu par le coup d'État du 18 Brumaire. Les Auvergnats ne manquent pas non plus d'appuis au sein de l'Agence royale parisienne, où ils peuvent compter sur Thomas Laurent Duverne de Praile, dit Dunan, dont les deux frères ont fréquenté le collège royal. Plusieurs de ces émigrés passés des armées des princes à celles de la guerre civile n'auront pas le temps de la postérité, Frédéric Amable du Ligondès et Alexis d'Espinchal se faisant tuer à Lyon, l'un en 1798, l'autre en 1799. D'aucuns sauront au contraire entretenir contre la République un danger permanent, tel Nicolas Bonnevie de Pognat, de retour de Saint-Domingue où il s'était allié aux Anglais et désigné par Dunan, qu'il a connu à la Grande Écurie du roi, comme chef de l'Agence pour le Bourbonnais, *alter ego* de Chardon des Roys, qui contrôle l'Auvergne et la Marche. Bonnevie, qui a servi aux Indes sous Suffren et y a perdu un bras, portant une prothèse, se fait surnommer « Bras de Fer » et, sous cette signature, multipliera en l'an VII dans une région comprise entre Riom et Gannat les lettres de menaces, les réquisitions et les demandes de rançon au nom de Louis XVIII⁵⁸.
- 29 Cette recherche d'une figure incarnant l'héroïsme, d'un élan romanesque susceptible de mobiliser des partisans, entraîne les familles nobles à valoriser la mémoire des victimes du Tribunal révolutionnaire (10 pour le Puy-de-Dôme), celle des morts dans le siège puis la répression de Ville-Affranchie (14 pour le même département), et par dessus tout celle du désastre de Quiberon, où la noblesse auvergnate a perdu plusieurs des siens, neuf pour l'espace considéré si l'on se fonde sur l'enquête de Patrick Huchet⁵⁹, beaucoup plus si l'on en reste au martyrologue du commandant de Champflour⁶⁰, héritier de la tradition familiale⁶¹. L'épopée, qui exclut l'émigration à proprement parler (elle n'est saisie que lorsque ses membres foulent à nouveau le sol natal), se nourrit dès l'an IV des exploits de la famille Lamothe : du fils aîné, à l'identité mal connue et sans liens prouvés avec l'Institut, vêtu de rouge et encadrant une armée hétéroclite en uniforme gris, une grosse soixantaine de hors-la-loi, vivant dans des cabanes de fortune, mangeant ce qu'on leur offre ou ce qu'ils pillent, élevant troupeau et basse-cour ; de son cadet qui lui succède, entretenant la mémoire du chef au costume incarnat, celui qui avec « aisance et netteté » promettait le rétablissement du catholicisme romain et le retour de l'abondance, celui qui parlait au nom de Louis XVIII et diffusait le *Manifeste de Charette*, tenant le grand livre des partisans de la royauté et provoquant des signatures en ce sens⁶². La mémoire royaliste s'enrichit pareillement en l'an VI de la rocambolesque évasion des prisons clermontoises de Joseph Bouillonnet de

Lavillate, agent des princes qui assurait la liaison avec le comte de Précý à Lyon : profitant d'une visite autorisée le 12 pluviôse (31 janvier), son fils se substitue à lui. Son acquittement par un tribunal gagné aux monarchistes donnera des ailes aux royalistes clermontois et à leurs thuriféraires, tel Deval de Saunade, auteur d'une ode sur *Le jeune prisonnier ou l'amour filial*⁶³.

- 30 Il faut bien cette réécriture de l'histoire, cette mystique du héros pour construire le lien mémorable avec la noblesse émigrée et la cause contre-révolutionnaire, quoique l'effort d'encadrement de cette dernière soit réel sous le Directoire, surtout par le biais de l'Institut philanthropique et par le moyen des élections – les fils d'une coalition armée, entremêlant réseau militaire et réseau ecclésiastique, tardant à se nouer solidement. Les divergences dans leurs opinions et dans leurs modalités d'action, leur incapacité générale (si l'on excepte les cas particuliers de Vincens et Montlosier) à construire au moins idéologiquement un avenir cohérent, caractérisent des aristocrates auvergnats avant tout militaires. Les plus observateurs finissent du reste par rejoindre leurs contempteurs : les écrits acerbes d'Espinchal reprennent pour partie le fond des pamphlets hostiles à l'émigration qui paraissent dès 1789. Ainsi la *Réception du comte d'Artois chez M. l'Électeur de Cologne*, ouvrage édité à Bruxelles, trouvant ironiquement son exergue chez Boileau (« Le chagrin monte en croupe et galope avec lui »), fait du frère du roi l'incarnation des turpitudes de la cour de France (dilapidation du trésor royal et de l'argent public, corruption, libertinage⁶⁴), exportées sans remords à l'étranger, le tenant d'une intervention militaire contre les Français, toutes attitudes et propositions violemment rejetées par l'Électeur. Et ce sont bien en retour les tares et les contradictions relevées par ses pairs que Sénac de Meilhan s'emploiera à gommer dans *L'Émigré*, publié à Brunswick en 1797, s'attachant à valoriser le quotidien et les valeurs chevaleresques de l'aristocratie d'Ancien Régime (le courage, l'art de la conversation, « le savoir sans pédanterie », « la noblesse des manières sans morgue », « la gaieté sans bruyants éclats »), l'adaptation prétendue à l'émigration (« cette facilité à se soumettre à son sort, à se conformer aux circonstances, est un des attributs du caractère français »). L'insatisfaction devant l'histoire, devant leur histoire qui nourrit le romanesque, fait ainsi des émigrés, auvergnats ou non, des hommes à la recherche permanente de repères familiaux, sociaux et politiques, une fragilité qui explique pour partie leur ralliement à l'Empire, pour partie les ambiguïtés idéologiques de la Restauration, la lente maturation du comte de Provence entérinant par la Charte bien plus les idées de Montlosier et des monarchiens que celles de Joseph de Maistre et des théocrates.

ANNEXES

La conversion d'un émigré, le comte de Pontgibaud

d'après le témoignage de son frère, in *Mémoires du comte de M...* [Moré, N.A.], Paris, Victor Thiercelin, 1828, p. 215-219 et 296-299.

À Lausanne (de 1792, après la dispersion de la Coalition d'Auvergne, jusqu'à l'occupation de la Suisse par les Français, en 1798)

« C'est avec un souvenir toujours mêlé d'admiration et de respect que je pense au travail de jour et de nuit, aux progrès lents, successifs, annuels de ce ménage, et que je me rappelle les essais plus ou moins heureux qui ont caractérisé la reconstruction, la réédification de la fortune de mon frère. Riche en terres et en maisons à Paris, il avait tout perdu, et ses ressources en pays étranger ne s'élevaient pas à dix mille francs.

Ils eurent, lui et sa femme, la patience et le courage des castors dont les débordemens du fleuve ont emporté l'habitation ; ils commencèrent à travailler ce qui s'appelle pour vivre et pour faire vivre la famille qui les entourait. Mon frère, qui dans l'opulence avait cultivé pour son plaisir et par goût les arts et les sciences, utilisa comme ressources, comme auxiliaires du commerce qu'il voulait fonder, les diverses connaissances qu'il avait acquises pour intéresser ses loisirs. Le dessin, la mécanique, la chimie, l'agriculture, la minéralogie, le calcul lui étaient familiers [...].

Ma belle-sœur, à l'époque dont je parle, accoutumée la veille encore à toutes les jouissances du luxe, à toutes les douceurs de la vie, ou plutôt à l'honorable usage de l'opulence, devint en vingt-quatre heures femme de ménage et travailla de ses mains. Elle brodait, et sa fidèle femme-de-chambre avançait le même ouvrage sur le même métier. Le mari, devenu artiste, inventait des dessins de broderie qu'il vendait un écu le modèle ou que les femmes exécutaient. Redevenu millionnaire, j'ai vu à Paris mon excellent frère toujours aussi calme, aussi simple dans la prospérité, aller voir souvent le comte de Ch... [Chabrol-Chaméane (1770-1859), ancien de l'armée de Condé et futur député de la Nièvre sous la Restauration, N.A.], qui est de notre province et notre voisin et ami, et ne manquer jamais de demander N..., son vieux valet de chambre. N... était, à L... [Lausanne, N.A.], le petit négociant en broderie qui commandait alors les modèles à mon frère, et qui les lui payait un écu, à leur satisfaction réciproque : ainsi va le monde. Pendant que les femmes et mon frère travaillaient, M. le Riche, notre commensal, le musicien, allait donner des concerts dans les villes de la Suisse : à la suite de sa tournée musicale, il revenait au bercail commun rapporter sa collecte, les sons harmonieux de son stradivarius que notre Amphion avait changés en ducats ; et il exigeait que ce fruit de son talent servit à payer le quartier de pension de mon jeune neveu chez son instituteur : "Monsieur le comte, avait dit ce brave M. le Riche à mon frère en venant se réunir à lui, ne me faisiez-vous pas une pension chez vous quand vous étiez riche ; c'est bien assez que vous ayez perdu la fortune, il ne faut pas que vous perdiez l'ami ; il n'y a que la pension de moins ; vous me la rendrez quand nous serons rentrés en France". Mon autre neveu, étant plus âgé, servait à l'armée de Condé.

Cependant, la manufacture prospérait, aidée de quelques ouvriers nouveaux ; c'étaient des naufragés, officiers du régiment que mon frère avait commandé, et qu'il avait appelés auprès de lui, en les avertissant qu'ils pourraient vivre honorablement du travail de leurs mains. Les malheurs de Lyon amenèrent à L... [Lausanne, N.A.] beaucoup de négocians qui avaient sauvé une grande quantité de marchandises. Ils partagèrent bientôt l'intérêt qu'on portait à notre famille et la haute opinion de confiance dont jouissait mon frère.

On lui propose d'aller courir les foires de Leipsick [sic] et de Francfort avec des marchandises et un droit de commission. Très intelligent, et d'une probité scrupuleuse, il fut heureux dans toutes ses ventes, dans tous ses voyages. On lui ouvrit des crédits, à

l'aide desquels il put commencer un commerce pour lui-même : il expédiait des broderies même en Italie ; il en portait à Francfort et à Leipsick de ses ateliers propres ; il y fit même des affaires de diamans, l'étude des foires lui avait appris à s'y connaître. Il recueillit encore là ce qu'il avait semé, le fruit de l'instruction variée acquise dans sa jeunesse. »

À Trieste (de février 1799 jusqu'à la mort du comte de Pontgibaud, en 1824), les guerres révolutionnaires favorisent une fortune rapide.

« Le blocus continental fut très utile aux spéculations de mon frère : les cotons du Levant ne pouvant plus être embarqués, il fallut les transporter par terre, et ce fut lui qui en eut le transit. Aussi de ce moment-là on peut dire qu'il jeta un joli coton en Europe. Il se trouva bientôt en rapport avec les premiers banquiers de Paris [...].

Mon frère, déjà millionnaire, jouissait d'une fortune plus grande que celle qu'il avait, ou même qu'il aurait jamais dû avoir en France. Il était négociant, banquier, et grand propriétaire : car il possédait, près de Trieste, une belle habitation et beaucoup de terres, de champs et de prairies. L'habile commerçant de la ville était, à la campagne, un agriculteur fort entendu ; car, toute sa vie, il avait été agronome par goût, et par caractère ; mais réunissant la théorie à la pratique, il ne donnait pas comme les agronomes de cabinet dans de vains systèmes ; il hasardait au contraire des essais qui lui réussissaient toujours ».

NOTES

1. *Annales ESC*, juillet-septembre 1990, p. 1403-1431.
2. *Genèses*, n° 30, mars 1998, p. 5-29.
3. Daniel MARTIN, La vente des biens des émigrés dans le district de Clermont-Ferrand (1792-1830), DES, publié dans *La Révolution dans le Puy-de-Dôme* (dir. Albert Soboul), Paris, 1972, p. 137-261. Suzanne VERNAT, *Le comte de Montlosier et la Révolution française*, DES, Clermont-Ferrand, 1953. Louise CHEBANCE, *La Révolution vue par un noble : le comte d'Espinhal, maîtrise*, 1974. Frédéric LE FLOCH, *Les auteurs et les acteurs de la contre-révolution dans le Puy-de-Dôme (1791-1802), maîtrise*, 1998. Alexandra COUDERT, *Les Chateaufort-Randon : une famille noble sous la Révolution, maîtrise*, 1998. Olivier PARADIS, *L'école royale militaire d'Effiat et ses élèves, thèse de doctorat*, 1998.
4. Marc BOULOISEAU, *Le séquestre et la vente des biens des émigrés dans le district de Rouen (1792-an X)*, Paris, 1937.
5. AD Puy-de-Dôme, 1 Q 2796.
6. AD Puy-de-Dôme, 1 Q 1942.
7. Cité par Alexandra COUDERT, *op. cit.* note 3, p. 99.
8. Jean-Marc GAUTIER, « Pontgibaud dans la tourmente révolutionnaire », *Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne*, tome XCV, n° 705, avril-juin 1990, p. 95-108 ; *Mémoires du comte de M... [Moré, N.A.] précédés de cinq lettres sur les Mémoires particuliers*, Paris, Victor Thiercelin, 1828. Il s'agit du témoignage du frère cadet du comte de Pontgibaud, co-écrit avec son cousin Salaberry, que nous indiquerons désormais par MORE I. Il est réédité en 1898, à Paris, chez Picard, sous le titre *Mémoires du comte de Moré (1758-1837)* [MORE II], par Geoffroy de GRANDMAISON et le descendant des comtes de PONTGIBAUD, précédé d'une utile préface sur la geste familiale. Mais il est aussi expurgé

lorsque celle-ci risque d'être ternie. La deuxième édition oublie ainsi le savoureux récit de sa naissance par le comte de Moré (p. 57-58 de l'originale) : « Feu mon père, qui avait des préventions contre moi, m'a dit plus d'une fois : "Monsieur, vous ne seriez pas là si, telle nuit, telle année, je n'avais pas trouvé des puces dans mon lit". Le lit conjugal fut naturellement et légitimement le refuge de monsieur mon père : je suis devenu, le plus honnêtement du monde, l'effet de cette cause, et je suis né sous les auspices des puces ».

9. Voir annexe.

10. Parmi lesquels les classiques latins, comme Virgile ou Cicéron, mais aussi des « contemporains » comme Mabillon, La Bruyère ou Montesquieu, quantité de livres d'histoire, et quelques titres repérables entre tous, emblématiques de la diversité des curiosités du siècle : *Voyage du jeune Anacharsis en Grèce, Instructions pour les bergers, La cuisinière bourgeoise*.

11. MORE I, p. 302, 304, 306, 310 et 312.

12. « J'en sortis sans m'être précisément fait remarquer dans mes études : j'avais montré des dispositions, mais pour toute autre chose que le grec et le latin, ou la culture des fleurs de rhétorique » (MORE I, p. 65).

13. *Ibidem*, p. 65.

14. *Ibidem*, p. 67.

15. *Ibidem*, p. 207.

16. *Ibidem*, p. 210.

17. Cf. Frédéric LE FLOCH, *op. cit.* note 3.

18. Cf. Olivier PARADIS, *L'école royale militaire d'Effiat et ses élèves*, thèse de doctorat, Université Clermont-Ferrand II, 1998, p. 581 et sq.

19. Cité par Olivier PARADIS, *op. cit.* note précédente, p. 582, d'après *Mon journal de l'émigration*, de François-Xavier DE BODINAT, archives de la famille Bodinat.

20. Outre l'important travail de Louise CHEBANCE (cité note 3), cf. les fonds de la Bibliothèque communautaire et interuniversitaire de Clermont-Ferrand (BCIU), Ms 301 à 313, *Journal de voyages et de faits relatifs à la Révolution, commencé en juillet 1789*, par le comte D'ESPINCHAL, 13 volumes manuscrits. Ces derniers volumes font l'objet de la thèse en cours de Frédéric Derne (voir, du même, *Les carnets de route du comte d'Espinchal ou l'émigration française en Europe vue par un noble éclairé*, mémoire de DEA, Université Blaise-Pascal, 2003).

21. Il dira en 1793, dans ses *Souvenirs*, toute la peine que lui procure la confiscation de sa bibliothèque : « J'apprends indirectement [...] des nouvelles de mes terres d'Auvergne. On a tout vendu dans le château que j'habitais. Depuis près de trois siècles, c'était la demeure ordinaire de mes parents. La maison était pleine de meubles et depuis la mort de mon père j'en avais considérablement ajouté à ceux que j'y avais trouvés [...]. Ce que je regrette le plus c'est une bibliothèque d'environ 6000 volumes contenant des ouvrages précieux, tels que l'*Encyclopédie* en 33 vol. in-fol., *Moreri, Le père Anselme* ; une superbe édition de Buffon in-4°, ainsi qu'une très belle et très complète de Voltaire, de Rousseau, etc. ; 10 vol. gr. in-folio des *Voyages de Naples et de Sicile, de Grèce, de Suisse, de France, etc.*, chaque volume me revenant à plus de 300 livres. Toutes ces pertes sont irréparables ». Cité par John RENWICK, *Catalogue de la bibliothèque du marquis d'Espinchal*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise-Pascal, 1988, p. 16.

22. *Souvenirs de Madame Vigée-Lebrun*, Paris, Fournier, 1835-1837 (3 volumes), tome 1, p. 301-302.

23. BCIU, Ms 301, p. 269.

- 24.BCIU, Ms 304, p. 258.
- 25.BCIU, Ms 306, p. 51.
- 26.MONTLOSIER, *Essai sur l'art de constituer les peuples*, Paris, fin 1791.
- 27.MONTLOSIER, *Mémoires*, Paris, 1830, tome 2, p. 343.
- 28.Montlosier est finalement enrôlé sous le n° 53 sur la liste des 308 signataires de la Coalition d'Auvergne et intègre le premier escadron de la première compagnie, comptant 56 gentilshommes commandés par Seyssel et Canilhac-Montboissier, dont les comtes d'Estaing, de Chabrol, de la Tour d'Auvergne.
- 29.BCIU, Ms 304, p. 227.
- 30.BCIU, Ms 304, p. 263.
- 31.BCIU, Ms 304, p. 237 et Ms 305, p. 57-58.
- 32.BCIU, Ms 301, p. 259.
- 33.BCIU, Ms 304, p. 235.
- 34.BCIU, Ms 303.
- 35.BCIU, Ms 301, p. 271.
- 36.BCIU, Ms 302, p. 184.
- 37.*Ibidem*, p. 32.
- 38.BCIU, Ms 301, p. 316.
- 39.BCIU, Ms 305, p. 3.
- 40.*Ibidem*, p. 100, 119, 134.
- 41.*Ibidem*, p. 124.
- 42.*Ibidem*, p. 205.
- 43.Lettre à Mallet du Pan, s.d., citée par Suzanne VERNAT, *op. cit.* note 3, p. 142.
- 44.BCIU, Ms 306.
- 45.*Ibidem*, p. 312.
- 46.BCIU, Ms 308.
- 47.BCIU, Ms 310, p. 47 et 77.
- 48.BCIU, Ms 312, p. 208.
- 49.*Souvenirs d'un émigré, passim*. Tous les renseignements qui suivent, sauf mention contraire, sont extraits de ces mémoires.
- 50.*Souvenirs d'un émigré*, p. 233.
- 51.L'enthousiasme militant de Montlosier l'éloignait au contraire de toute prudence, ce qui fera dire à Rivarol : « Vous ne connaissez pas Montlosier ; il aime la sagesse avec folie et la modération avec transport ». Cité par Suzanne VERNAT, *op. cit.* note 3, p. 191.
- 52.Plusieurs mémoires de maîtrise ont été soutenus sur ce thème à l'Université Blaise-Pascal, notamment ceux de Sylvie BOUSSEROLE (*Une contre-révolution dans le Puy-de-Dôme-1790-1795*, 1993) et de Frédéric LE FLOCH (*Les auteurs et les acteurs de la contre-révolution dans le Puy-de-Dôme-1791-1801*, 1998). Des renseignements intéressants figurent aussi dans la thèse d'Olivier PARADIS, *op. cit.* note 11.
- 53.Cf. Frédéric LE FLOCH, *op. cit.* note 3, p. 99.
- 54.Cf. Philippe BOURDIN, « Des ganses blanches, une armée grise, les noires forêts d'Auvergne », art. paru dans *Le tournant de l'an III* (dir. Michel VOVELLE), Actes du 120e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques (Aix-en-Provence, 1995), Paris, 1996, p. 361-396.
- 55.*Idem*.
- 56.Cf. Bruno CIOTTI, « Une tentative originale de lutte contre les réfractaires à la fin de la période directoriale... », in Philippe BOURDIN et Bernard GAINOT (dir.), *La République*

directoriale, Actes du colloque de Clermont-Ferrand (mai 1997), Clermont-Ferrand/Paris, 1998, p. 849-860.

57.BMIU, A 33652.

58.Cf. Olivier PARADIS, *op. cit.* note 11, p. 598-599. Philippe BOURDIN, *Le Puy-de-Dôme sous le Directoire. Vie politique et esprit public*, Clermont-Ferrand, 1990, p. 260-270.

59.Patrick HUCHET, 1795. Quiberon ou le destin de la France, Rennes, 1995.

60.Cdt. DE CHAMPFLOUR, *La coalition d'Auvergne*, Riom, 1899.

61.Cf. Frédéric LE FLOCH, *op. cit.* note 3.

62.Cf. Philippe BOURDIN, « Des ganses blanches, une armée grise, les noires forêts d'Auvergne », *art. cit.* note 47.

63.BMIU, A 31197.

64.Donnant lieu à un dialogue cru et érotique, la *Réception* est aussi l'occasion de nourrir la campagne calomnieuse contre Marie-Antoinette, attaques évidemment inconnues sous la plume d'Espinchal. Où l'on voit les nobles, « misérables guenons de Versailles », s'abîmer sur l'autel de Vénus, à la traîne des grandes courtisanes, la Contat, la du Barry, la Polignac, la reine enfin, classiquement mise en cause pour ses débauches imaginées avec d'Artois (« élevé d'ailleurs à l'école du putanisme ») et ses enfants adultérins. Pour ne rien dire de Louis XVI, « époux sans vigueur ».

RÉSUMÉS

Comme beaucoup d'autres, la noblesse auvergnate n'a pas utilisé une route unique de l'exil ; les liens culturels et affectifs, la discipline militaire ou tout au contraire le sauve-qui-peut l'ont dispersée principalement en Angleterre, en Allemagne, en Suisse ou en Espagne. Dans ce dernier pays se morfondra le marquis Chateaufort-Randon d'Apchier : isolé dans une société qu'il trouve hostile, il subira à distance des déchirements familiaux irréversibles (exceptionnels, si l'on en juge par l'utilisation des divorces, destinés le plus fréquemment à sauver une propriété foncière ou à récupérer des biens mis sous séquestre) et mourra dans son exil. Le comte de Pontgibaud choisira au contraire de reconstruire sa vie et partie de sa fortune en se faisant colporteur et finira riche patricien à Trieste, sans conscience de déroger à des privilèges du reste abolis et sans volonté de retour. À Londres, Montlosier, monarchien convaincu, est en 1793 ostracisé par l'entourage du comte d'Artois. Avant l'Angleterre, il a cependant pu apprécier les forces de la Coalition d'Auvergne, alliance de plusieurs centaines de nobles auvergnats scellée à Fribourg deux ans plus tôt, à la faveur entre autres d'amitiés anciennes nouées par exemple à l'école royale militaire d'Effiat. Le comte d'Espinchal a combattu comme Montlosier à Valmy et, quoique monarchiste convaincu et émigré de 1789, nous laisse lui aussi des jugements critiques sur la capacité des princes à conduire la lutte, sur la reconstitution à l'étranger du milieu clos, superficiel et dispendieux de la cour versaillaise. Les hommes de la Coalition, qui se dispersent en 1793 et pour certains s'efforcent de rentrer clandestinement soit dans leurs départements d'origine soit en Vendée, gardant toutefois des liens avec Condé, demeurent un vivier pour la contre-révolution armée, très active à l'époque du Directoire : leurs filières finissent alors par s'enchevêtrer avec celles de l'évêque réfractaire du Puy-de-Dôme, François de Bonal, qui, de Suisse, organise la résistance des insermentés et un trafic de fausse monnaie. Cette rencontre

favorise la mise sur pied d'un plan de soulèvement du Midi français, que le 18 Brumaire va faire avorter.

Memoirs of exile: the emigrating nobility in Auvergne.

Like many others, the nobility in Auvergne hasn't chosen an only road to exile. Cultural and affective links, military discipline or, on the contrary, mad rush have scattered them mainly in England, Germany, Switzerland or in Spain. The Marquis Chateauneuf-Randon of Apchier will mope in the last mentioned. Isolated in a hostile society, he will suffer irreversible family heartbreaks (quite exceptional if we consider the use of divorces meant to save a landed property or to recover impounded goods) and will die in exile. On the contrary, the Count of Pontgibaud will choose to start a new life as a peddler and will become a rich patrician in Trieste. Montlosier, a convinced "monarchien", is ostracized in London by the entourage of the Count of Artois in 1793. Before going to England, he has known the Coalition forces in Auvergne, an alliance sealed by the nobility two years before in Fribourg, many of them having met in the royal military school in Effiat. Like Montlosier, the Count of Espinhal took part in the battle of Valmy. Being a convinced monarchist and having emigrated in 1789, he is still critical about the Princes' ability to lead the fight. He also denounces the reconstitution of the closed, superficial and extravagant environment of the Versailles court abroad. The men in favour of the coalition who scatter in 1793, some of them trying to come back secretly in their department or in Vendée and still remaining in contact with Condé, are ready to fight for the Counter-Revolution, which was very active during the Directoire. Their networks finally become entangled with those of the emigrated bishop François de Bonal who, from Switzerland, organizes a forged currency traffic and the resistance of the non-juring priests. This will lead to the project of an uprising of the French South which will be stopped by the 18th Brumaire.

INDEX

Mots-clés : Contre-Révolution, émigration, royalisme, monarchiens, coalition européenne